



**Article de recherche**

# **LA DÉSINFORMATION HISTORIQUE. ÉTUDE DE CAS : LES ÉVÉNEMENTS DE CASTILBLANCO**

*Traduction en français à l'aide de l'IA (DeepL)*

**José Manuel Vivas Prada**  
**Lieutenant-colonel de la Guardia Civil**  
**Docteur en histoire de l'université de Salamanque**  
**jmvivasprada@gardiacionline.es**  
**ORCID : 0000-0003-2443-0286**

Reçu le 29/09/2025  
Accepté le 21/11/2025  
Publié le 30/01/2026

doi : <https://doi.org/10.64217/logosguardiacivil.v4i1.8549>

Citation recommandée : Vivas, J. M. (2026). La désinformation historique. Étude de cas: les événements de Castilblanco. *Revista Logos Guardia Civil*, 4(1), 329–352. <https://doi.org/10.64217/logosguardiacivil.v4i1.8549>

Licence : Cet article est publié sous licence Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International (CC BY-NC-ND 4.0)

Dépôt légal : M-3619-2023

NIPO en ligne : 126-23-019-8

ISSN en ligne : 2952-394X



## LA DÉSINFORMATION HISTORIQUE. ÉTUDE DE CAS : LES ÉVÉNEMENTS DE CASTILBLANCO

**Sommaire :** 1. INTRODUCTION. 2. CASTILBLANCO : LES FAITS. 3. LE RÉCIT ; DIVERSES VERSIONS. 4. LES PRÉCÉDENTS SUPPOSÉS. 5. AUTRES CONSIDÉRATIONS. 6. RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES.

**Résumé :** Malheureusement, lorsque l'on consulte des textes historiques pour en savoir plus sur un événement qui nous intéresse, on trouve souvent des éléments qui déconcertent le lecteur, car les nouvelles informations viennent contredire ses premières références sur le sujet. Après avoir effectué les vérifications nécessaires et comparé les données avec d'autres sources plus fiables, on constate que le récit trouvé, même s'il a été signé par des auteurs possédant les connaissances adéquates et bénéficiant d'un diplôme de haut niveau, ne correspond pas à la réalité des faits. Bien qu'il n'y ait jamais une seule vérité et que le récit puisse subir des variations involontaires, dans la plupart des cas, les références et les sources de toutes sortes permettent de les ajuster, dans une large mesure, à la réalité passée. Il n'est pas rare que, lorsque cette réalité concerne des événements dans lesquels la Garde civile se trouve, pour le meilleur ou pour le pire, être le protagoniste, les récits diffèrent considérablement de la façon dont les faits se sont déroulés. À titre d'exemple, nous avons choisi un souvenir de l'histoire du Corps qui, en raison des circonstances exceptionnelles qui l'ont entouré, a donné lieu à une abondante littérature, généralement et malheureusement à caractère négatif. Nous nous proposons donc, dans les limites imposées par un article de recherche, d'analyser différentes références publiées sur ce qu'on a appelé les « événements de Castilblanco ».

**Resumen:** Desgraciadamente, en más ocasiones de las deseadas, cuando se acude a textos de carácter histórico para conocer más sobre un hecho de interés, se suelen encontrar elementos que desconciertan al lector, pues la nueva información distorsiona sus primeras referencias sobre el asunto. Realizadas las comprobaciones pertinentes y contrastados los datos con otras fuentes más fidedignas, se llega a comprobar que el relato encontrado, aunque haya sido firmado por autores con los conocimientos adecuados y el respaldo de una elevada titulación, no responde a la realidad del hecho. Aunque nunca hay una sola verdad y la narrativa puede sufrir variaciones involuntarias, en la mayoría de las ocasiones las referencias y fuentes de todo tipo permiten ajustarlas, en gran medida, a la realidad pasada. No son pocas las ocasiones en las que, cuando esa realidad afecta a sucesos en los que la Guardia Civil resulta, para bien o para mal, ser la protagonista, los relatos difieren, y mucho, de cómo sucedieron los hechos. Como un ejemplo de referencia, hemos escogido un recuerdo de la historia del Cuerpo que, por las excepcionales circunstancias que concurrieron en él, ha generado abundante literatura de entre la que predomina, generalmente y por desgracia, la negativa. Nos proponemos pues, con las limitaciones que impone un artículo de investigación, analizar diferentes referencias publicadas sobre los que se dieron en llamar "sucesos de Castilblanco".

**Mots clés :** Guardia Civil, Castilblanco, 1931, Seconde République, manifestation.

**Palabras clave:** Guardia Civil, Castilblanco, 1931, Segunda República, manifestación.

## ABRÉVIATIONS

DS : Journal des séances

FNTT : Fédération nationale des travailleurs de la terre

GM : Gazette de Madrid

INE : Institut national de statistique

ORGA : Organisation républicaine galicienne autonome

REHGC : Revue d'études historiques de la Garde civile

RTGC : Revue technique de la Garde civile.

## 1. INTRODUCTION

À l'office du tourisme de Brihuega, du moins autrefois, était exposé un article de journal dont le titre faisait référence à la création de l'une des marques les plus importantes du commerce espagnol : *El Corte Inglés*. Cet article indiquait que la marque avait été fondée par un habitant de cette localité de la région d'Alcarria, Julián Gordo Centenera. Cette référence contrastait avec celle fournie par la marque elle-même, qui reconnaît comme fondateurs de la chaîne Ramón Areces Rodríguez et César Rodríguez González. Dans ce cas, selon le point de vue considéré, les deux informations sont vraies, car M. Gordo, au début du XXe siècle, ouvrit un atelier de couture à l'intersection des rues Preciados, Rompelanzas et *El Carmen*, à Madrid, qu'il appela « *El Corte Inglés* ». En décembre 1935, César et Ramón, oncle et neveu, ont racheté l'établissement et, en conservant le nom, ont lancé une aventure économique couronnée de succès qui aboutirait à ce que représente aujourd'hui « *El Corte Inglés* » et les différentes activités associées à la chaîne.

Le fait est que, sans pouvoir affirmer que l'article de la presse locale de Guadalajara déforme la réalité, la manière dont les faits sont présentés induit en erreur ceux qui ne connaissent pas la véritable histoire du groupe commercial.

D'autre part, l'hymne de la Garde civile contient lui-même un élément trompeur dans ses paroles, car lorsqu'il écrit « pour glorifier le nom que le grand Ahumada t'a donné », le lieutenant-colonel Osuna, à l'époque, altère la réalité du fait historique : le nom figurait déjà dans le décret royal du 28 mars, plusieurs mois avant que Girón ne prenne la direction de l'organisation, et non la fondation (autre élément trompeur qui revient souvent), du corps.

Nous pourrions peut-être évaluer l'intention qui se cache derrière chacun de ces deux cas. Ainsi, alors que le premier, sans mentir, manipule le fait historique pour attribuer un mérite à qui ne le mérite pas, dans le second cas, il ne semble pas que l'on puisse attribuer une intention frauduleuse à Osuna, mais plutôt une ignorance générale, dans le cadre de laquelle il s'est contenté de reproduire ce que la tradition considérait comme vrai.

Tout historien qui se veut rigoureux dans son travail doit toujours respecter les principes déontologiques les plus essentiels. Même si certains faits peuvent être soumis à la libre interprétation du chercheur, ceux qui agissent en tant que notaires de l'Histoire ne peuvent commettre le plus grand délit de la profession : la manipulation des faits. Tout au plus, nous pouvons convenir qu'ils peuvent peut-être faire l'objet d'une interprétation, du moins dans les lacunes que les références historiques (ou plutôt l'absence de celles-ci) peuvent favoriser. Dans tous les cas, il faut faire la distinction entre le fait et ses conséquences. Ainsi, dans la bataille de Qadesh, on peut débattre pour savoir si la victoire revient à Ramsès II, comme on l'a traditionnellement supposé, ou à Muwatalli II, comme semblent le confirmer les recherches les plus récentes. Nous pouvons même parvenir à un consensus et signer un accord entre Égyptiens et Hittites. Cependant, aucun expert ne doute que le fait, l'affrontement, ait eu lieu.

Malgré cette logique imparable, nous trouvons souvent, parfois de manière récurrente, des cas où le narrateur se laisse emporter par ses émotions, son état personnel ou, pire encore, sa tendance idéologique, pour nier un fait concret ou, face à certaines preuves qui l'en empêchent, le présenter d'une manière qui ne ressemble en rien à la réalité

de ce qui s'est passé. Les exemples présentés, loin de constituer de simples anecdotes pour rapprocher ce travail de l'analyse des références aux événements de Castilblanco, constituent un point de départ, une base qui permet de comprendre que la désinformation, en tant que concept, peut être nouvelle, mais qu'en tant qu'action intéressée, elle existe depuis des temps très reculés.

Évidemment, lorsque le protagoniste des faits correspond à une personne ou à une institution d'une importance particulière, quel que soit le degré de cette importance, le récit peut dépasser les simples interprétations du narrateur, au point de devenir une attaque en règle. Dans de tels cas, en raison de la nature des événements, de leur retentissement ou du contexte, différentes versions apparaissent généralement, chacune plus déformée que la précédente, mais curieusement, avec un élément négatif qui les unit. Et dans ces cas-là, il ne manque jamais une variante qui, sous un ton apparemment objectif, contient des messages subliminaux clairement négatifs, comme si nous voulions nous faire passer pour des frugivores passionnés et, pour le prouver, déclarions que nous aimons autant manger les délicieuses fraises que les prunelles astringentes.

Bien sûr, il ne pourrait manquer, s'il s'agissait par exemple d'un événement tragique, la référence bien connue aux déclarations de témoins qui, évidemment, démolissent toute version officielle, même si, curieusement, cette version est dûment documentée et que, en revanche, ces témoins ne sont jamais identifiés.

La Garde civile ne pourrait échapper aux jugements de valeur qui, dans divers secteurs, y compris le milieu universitaire, remettent en question certaines de ses actions. C'est là que nous envisageons d'analyser l'un des cas les plus marquants de l'histoire du corps : les événements de Castilblanco. Nous aurions souhaité éviter de commettre les mêmes erreurs que celles qui, à notre avis, ont été commises par les différents auteurs auxquels nous ferons référence, mais, compte tenu de notre statut professionnel, il nous sera impossible d'atteindre cet objectif ; en effet, nous savons que nous ne sommes pas à l'abri que des études ultérieures puissent voir dans nos exposés les mêmes jugements de valeur mentionnés ci-dessus.

Les différentes sources utilisées (documentaires, presse, manuels, etc.) couvrent différents points de vue et interprétations des faits, et c'est au lecteur qu'il appartient de juger de la plus ou moins grande proximité des postulats les concernant. À cette fin, nous les décrirons conformément au récit officiel, en fournissant toutes les informations qui, dans les limites d'espace fixées, permettent de disposer de données suffisantes.

## 2. CASTILBLANCO : LES FAITS

Dans la *Siberia extremeña*, région du nord-est de la province de Badajoz qui borde les provinces de Ciudad Real, Tolède et Cáceres, se trouve la localité de Castilblanco. Actuellement, en net recul démographique, le registre officiel recense 844 habitants<sup>1</sup> mais, à l'avènement de la Seconde République, le village comptait environ 3 100 habitants<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> INE. Recensement annuel de la population 2021-2024. <https://www.ine.es/>

<sup>2</sup> INE. Modifications des communes dans les recensements de population depuis 1842.

Le nouveau régime, c'est-à-dire la période républicaine qui a suivi l'abdication d'Alphonse XIII, a été accueilli par les classes les plus humbles comme une terre promise pleine d'espoir où chacun aurait accès à une parcelle de terre à cultiver, parcelle qui, bien sûr, leur permettrait de subvenir à leurs besoins sans avoir à rendre de comptes à aucun propriétaire. Cependant, la réalité, souvent très tenace, s'imposait à tout prix, et ces premiers espoirs s'estompaient avec le temps : la réforme agraire tant attendue se faisait attendre. Dans ce contexte, la population paysanne, de plus en plus mécontente, intensifiait ses protestations, exigeant la remise rapide de terres à cultiver.

Les premiers mois de la République s'écoulent et le calendrier de 1931 touche à sa fin pour laisser place à la nouvelle année ; en fait, nous sommes déjà arrivés au dernier jour, où le syndicat Fédération nationale des travailleurs de la terre (FNTT), branche agricole de l'UGT, a convoqué une manifestation. Ce n'était pas la première, mais, bien que celle de la veille n'ait pas été autorisée, elle s'était déroulée tout à fait normalement et les autorités n'avaient rien fait pour l'empêcher. Cependant, celle du 31 décembre allait connaître une issue très différente.

Pour l'instant, le maire de la localité, Felipe Mangano López, a décidé qu'il ne pouvait pas tolérer ces marches illégales. Il l'a donc fait savoir par écrit au commandant du poste. José Blanco Fernández, caporal 1er du corps, a organisé le service correspondant et s'est fait accompagner de ses trois gardes : Agripino Simón Martín, Francisco González Borrego et José Matos González. Les quatre hommes quittèrent la caserne pour rejoindre la manifestation qui, à cette heure proche de midi, se trouvait dans la rue del Calvario, tout près de là. Pour l'intérêt du récit, nous reproduisons ci-dessous quelques paragraphes du rapport rédigé par le chef du poste de commandement d<sup>3</sup> :

*« Le caporal s'avança seul, son fusil en bandoulière (détail très important, comme nous le verrons plus loin), et s'adressa au président de la maison du peuple, Justo Fernández López, qu'il trouva sur le côté droit de la rue, entouré d'un grand nombre de membres. Avec le calme de celui qui croit parlementer avec de bons amis, il s'est approché de lui en laissant ses hommes derrière lui, parmi les groupes, et lui a demandé gentiment de mettre fin à l'agitation et d'arrêter de circuler dans les rues.*

*De manière inattendue, et comme s'il répondait à un objectif précis, son interlocuteur répondit aux supplications du caporal en lui tenant les bras tandis que d'autres tentaient de le désarmer ; le caporal Blanco, homme calme, jeune et herculéen, se dégagea de ses adversaires à coups secs et tenta de reculer pour se préparer à se défendre ; Hilario Bermejo Corral (alias « Retuerto ») lui porta un coup de poignard dans le dos qui, entrant par la nuque, lui transperça tout le cou, la pointe ressortant sous la barbe... » (Rodríguez Castaños, 1970 : 156).*

Comme indiqué dans la section suivante, il existe de nombreuses versions qui, en opposition claire avec ce que nous avons lu dans le premier paragraphe du récit du lieutenant-colonel, présentent les gardes comme des personnages agressifs qui voulaient « à coups de feu » disperser la manifestation. Cependant, non seulement les procédures engagées réfutent ces affirmations, mais différents médias dépeignent un scénario

---

<https://www.ine.es/intercensal/>

<sup>3</sup> Lieutenant-colonel D. Pedro de Pereda Sanz.

totalement différent et, dans lequel les gardes discutent avec les personnes présentes. Le texte suivant témoigne clairement de cette relation amicale avec le voisinage :

*« Lors de la manifestation des grévistes, les gardes se sont mêlés sans méfiance aux groupes, leur conseillant la prudence. Ils n'ont pris aucune précaution. À leur avis, ils se trouvaient entre amis, qui suivraient leurs conseils pour se disperser »*<sup>4</sup>.

Et c'est ici que nous retrouvons la mention précédente concernant le fait que le caporal, comme les gardes, portait son fusil à l'épaule. Cela montre précisément la confiance qu'ils avaient dans le fait que tout se passerait pacifiquement. À aucun moment ils n'ont même envisagé de mettre leurs armes en position de défense. Et, comme nous pouvons le voir sur la figure 1, la disposition dans laquelle se trouvaient les gardes parmi les civils confirme l'idée qu'ils agissaient en toute confiance, tranquilles face à un service de routine qui n'aurait pas plus d'importance :

*« J'ai entendu à maintes reprises de la bouche des auteurs de cet assassinat innommable que les quatre victimes de leur fureur étaient des hommes très bons, qui ne leur avaient jamais causé le moindre tort, ni même adressé la moindre remarque désobligeante »* (Santiago Hodsson, 1932 : 56).

**Figure 1.**

*Rue du Calvario à Castilblanco. Les croix indiquent l'endroit où les cadavres ont été retrouvés : à côté de la Casa del Pueblo, en blanc, celui du commandant du poste ; les trois en noir, ceux de ses compagnons.*



<sup>4</sup> *Nuevo Mundo*, du 8/01/1932.

Un autre média, *Mundo Gráfico*, apporte un autre témoignage de ce sentiment de calme :

*« La Garde civile circulait parmi les groupes en recommandant l'ordre. Les gardes, sans inquiétude, se mêlaient aux manifestants, voisins, amis et connaissances »*<sup>5</sup>.

Pour conclure cette partie, nous attirons l'attention sur le fait que, malgré le grand nombre de travaux réalisés sur le sujet, l'incompréhensible unité d'action dans la réponse des habitants de Castilblanco n'a pratiquement pas été étudiée. Face au fait que, de manière pratiquement simultanée, tous aient réagi de manière agressive contre les gardes, aucune explication plausible n'a été avancée jusqu'à présent. Sans prétendre faire autorité en la matière, nous apporterons, en conclusion de cette discrète enquête, un autre point de vue sur ce qui s'est passé qui, à tout le moins, devrait être évalué dans les mêmes termes que d'autres contributions.

Jusqu'à présent, les différentes versions s'accordent généralement sur le fait que l'attaque était une réponse des paysans à la situation difficile dans laquelle ils se trouvaient. Sur ce point, considéré comme une vérité absolue par un grand nombre d'auteurs, nous trouvons des opinions divergentes car, si le discours selon lequel les membres de la FNTT de Castilblanco avaient passé tout l'hiver sans travail (Preston, 2020) est le plus facile à accepter, on ne peut pas négliger les récits rapportés dans les médias de l'époque, comme nous le verrons plus loin, en prenant comme exemple un article de *Mundo Gráfico*, ou le discours du ministre de l'Intérieur lui-même :

*« ... je dois dire que l'on prononce des phrases toutes faites, qui n'ont aucune réalité lorsqu'il s'agit de Castilblanco, et qu'il n'est pas question de caciquisme.*

*[...] Et cela ne s'est pas produit à Castilblanco. Autrement dit, il n'y avait pas là-bas de haine des habitants du village contre le caciquisme, ni de noyau d'éléments pauvres susceptibles de se déchaîner en cas de besoin ou d'indignation du peuple, car la plupart des personnes qui ont participé aux événements, je ne dirais pas qu'elles sont riches, mais elles sont relativement aisées. Et il se trouve que certains des détenus sont des individus qui avaient quelques milliers de pesetas qu'ils prêtaient à 20 % (Rumeurs). Je veux dire que ce n'est pas cela qui a déterminé le mouvement de Castilblanco »*<sup>6</sup>.

Une autre formule utilisée pour justifier la réponse violente des habitants de Castilblanco relie les agressions au coup de feu tiré par le garde Agripino. Bien qu'il n'ait pas encore été possible de déterminer si ce tir était antérieur à l'attaque contre le caporal ou s'il avait eu lieu après, il est évident que, même en supposant qu'il était antérieur, il ne semble pas logique que les personnes qui entouraient le commandant du poste se soient jetées sur lui en réaction au coup de feu : étant donné qu'il n'y avait pas de contact visuel entre les deux positions, il était impossible de savoir à ce moment-là la raison du tir, ni s'il avait touché quelqu'un.

---

<sup>5</sup> *Mundo Gráfico*, du 5/01/1932.

<sup>6</sup> Débat sur les événements de Castilblanco, tenu le 5 janvier 1932 (DS n° 93, du 05/01/1932 : p. 2998).

Tout cela nous amène à nous demander si ces actions coordonnées auraient pu être planifiées à l'avance. Comme nous l'avons déjà indiqué, nous renvoyons à la fin de cet article.

### 3. LE RÉCIT : DIVERSES VERSIONS

La brutalité des faits a choqué toute l'Espagne et, au-delà des détails sur le statut de gardes civils des victimes, a provoqué un véritable séisme social. Tous les médias se sont fait l'écho de la nouvelle, en particulier les plus connus qui ont immédiatement envoyé des reporters sur place. Le plus remarquable fut peut-être *Mundo Gráfico*, qui a réalisé un vaste reportage photographique, reproduit à l'envi dans d'autres publications de l'époque et dans la plupart des articles et études ultérieurs. Au risque d'être redondants, nous accompagnons ces lignes de deux des photos les plus diffusées : celle prise sur les lieux (ci-dessus, figure 1) et celle de la façade de la caserne (figure 2). Nous avons déjà commenté les informations importantes fournies par la première, qui, d'une certaine manière, nous bouleverse un peu en nous transportant dans l'espace physique où s'est déroulé un tel carnage ; la seconde vise à attirer l'attention du lecteur sur le fait que la Garde civile, en tant que partie intégrante de la société dont elle est issue et qu'elle doit protéger, partageait les mêmes misères que les gens simples, car il était rare qu'une caserne soit aussi modeste que celle que nous voyons ici.

**Figure 2.**  
Caserne de Castilblanco.



Au cours des plus de quatre-vingts années qui se sont écoulées depuis lors, beaucoup a été écrit sur ce qui s'est passé dans ce village reculé de la province de Badajoz. Malheureusement, parmi la plupart des articles ou références, rares sont ceux dont le contenu respecte la réalité des faits et, encore moins, la dignité des gardes assassinés.

Nous ne savons pas dans quelle mesure cette discordance avec les faits réels résulte de lacunes dans les recherches ou, pire encore, d'une intention délibérée de la part de leurs auteurs.

Il s'agit parfois de petits détails auxquels certains accordent peu d'importance, car ils ne comprennent pas qu'ils peuvent être déterminants pour l'ensemble des faits relatés. Cependant, à notre humble avis, il convient de leur accorder toute l'importance qu'ils méritent, car ils permettent d'apprécier à quel point le chercheur a été diligent dans son travail, ou non. Nous en trouvons plusieurs exemples, tels que « à la fin de la manifestation » (Chaput, 2004 : 191) ou, dans le même sens, mais en situant l'action « à la fin de la journée de grève du 31 » (Rodríguez Serrano, 2015 : 159). La question qui se pose immédiatement après avoir lu ces deux affirmations est la suivante : si la manifestation était déjà terminée... que devaient disperser les gardes civils à onze heures du matin ? Ou, en d'autres termes, quel était l'intérêt de remettre une notification interdisant la manifestation alors qu'elle était déjà terminée ? Il est évident que les informations sur un sujet aussi évident et simple ne sont pas bonnes, ce qui nous amène personnellement à nous demander si les sources utilisées pour le reste de son récit sont aussi fiables.

Comme nous l'avons souligné dans l'introduction, le choix des termes utilisés pour désigner les manifestants, en contraste flagrant avec ceux utilisés pour désigner les gardes civils, est également très significatif. L'exemple le plus significatif est celui de Preston, dont le prestige supposé devrait donner plus de valeur à ses écrits :

*« Le 31 décembre, alors qu'ils menaient une manifestation pacifique et ordonnée, la Garde civile a fait irruption au milieu de la foule et, après une échauffourée, a ouvert le feu, tuant un homme et en blessant deux autres. Les villageois affamés, dans un accès de peur, d'angoisse et de panique, se sont jetés sur les quatre gardes et les ont tués à coups de pierres et de couteaux »* (Preston, 2020 : 69-70).

Il est évident que la formulation incite le lecteur à sympathiser avec les paysans (« manifestation pacifique et ordonnée » ou « affamés, dans un accès de peur, d'angoisse et de panique ») et à éprouver du mépris envers la Garde civile (« s'est précipité au milieu de la foule » et « a ouvert le feu »). Parmi les différents aspects sur lesquels le paragraphe invite à réfléchir, nous n'en retiendrons qu'un seul : quelles qualités ces quatre gardes civils n'auraient-ils pas eues pour être capables de « faire irruption » dans une manifestation de 500 personnes ? Il suffit de quelques secondes pour comprendre, à la vue de la figure 1, qu'il était impossible pour les gardes de mener une action offensive alors qu'ils étaient complètement encerclés par un demi-millier de personnes : dans tous les cas, ils ne pouvaient que se défendre, mais, comme le souligne le jugement, ils n'ont même pas pu le faire. Cependant, si nous analysons la chronologie du récit de Preston, nous voyons qu'il suggère une séquence dans laquelle la manifestation se déroule paisiblement jusqu'à l'arrivée des hommes en uniforme et, après l'affrontement logique (il parle d'une « bagarre » dont il n'y a aucune trace), ceux-ci commencent à tirer, faisant un mort et plusieurs blessés ; face à *un tel outrage*, les paysans effrayés ne cherchent qu'à se défendre, ce qui se traduira par la mort des quatre gardes civils.

On retrouve une ligne similaire dans le texte suivant :

« *Le 31 décembre de la même année, dans la ville de Castilblanco, dans la province de Badajoz, après avoir tenté de disperser à coups de feu une manifestation paysanne, quatre gardes civils ont été tués par les grévistes au cours d'actes de barbarie inhabituels* » (Íñigo Fernández, 2010 : 185-186).

Dans ce cas, cependant, l'expression « à bout portant » (qui pourrait être littérale, car on ne sait pas clairement s'ils ont eu le temps de tirer en l'air ou s'il n'y a eu qu'un seul tir, celui qui a causé un mort) semble être compensée par la reconnaissance que la foule, si souvent qualifiée de « pacifique » par divers auteurs, a réellement commis des « actes de barbarie ».

Rodríguez Serrano n'est pas en reste lorsqu'il fait référence au garde Agripino Simón et raconte qu'il était un « garde civil arrogant [qui] a tiré et tué Hipólito Corral » (Rodríguez Serrano, 2015 : 159).

Dans un autre ordre d'idées, et sans remettre en cause les conditions de vie difficiles des habitants de Castilblanco, nous attirons l'attention sur le texte de l'article déjà cité paru dans *Mundo Gráfico* :

« *Castilblanco n'était pas un village rebelle. Ses habitants étaient des gens rudes, mais pacifiques, attachés au travail, qui ne manquait pas. Exception dans la Sibérie d'Estrémadure : Castilblanco n'avait pas de problème de misère agricole. Il y avait du travail en abondance. La terre nourrissait tout le monde : les oliviers donnaient de bonnes récoltes, la montagne offrait des pâturages en abondance. Même le plus pauvre des habitants possédait un petit oliveraie et faisait son abattage. Il n'y avait donc pas cette rancœur de la misère face à l'injustice sociale. Du travail et du pain pour tous* »<sup>7</sup>.

Comme nous pouvons le constater, cette description rompt de manière évidente avec le discours répété du paysan affamé que reprennent obstinément presque tous les auteurs inclus dans la présente étude.

Il sera toujours facile de trouver des personnes qui insistent pour présenter les gardes civils comme les instruments des puissants pour opprimer la classe ouvrière, comme le fait Rodríguez Serrano :

« *À Castilblanco, la Garde civile était une force de protection et d'obéissance aveugle au service du cacique pour exécuter ses abus et ses injustices, méprisant le peuple, qu'elle considérait comme une racaille irrécupérable* » (Rodríguez Serrano, 2015 : 159, en référence à Jiménez de Asúa et autres, 2011 : 121).

<sup>7</sup> *Mundo Gráfico*, 5 janvier 1932. Le journaliste Juan Ferragut, accompagné du photographe José Campúa, s'est rendu spécialement de Madrid à Castilblanco pour recueillir toutes les informations possibles. Campúa a vendu son travail à différents médias de l'époque, raison pour laquelle les mêmes images ont été reproduites à plusieurs reprises.

Mais cette vision est en contradiction flagrante avec les références de l'époque. Dans *Nuevo Mundo*, une autre publication à grand tirage de l'époque, on peut lire l'évaluation suivante des uniformés :

« *Le cas de Castilblanco est caractéristique à cet égard. Les gardes civils de ce village, selon les rapports ultérieurs unanimes, s'entendaient bien avec les habitants. Apparemment, les gardes, des hommes jeunes, s'étaient liés d'amitié avec la plupart des habitants, l'un d'entre eux allait même épouser une jeune fille dont la famille était originaire du village. Le garde était sympathique et généreux et fréquentait les jeunes gens... »*<sup>8</sup>.

Nous ne prétendons pas imposer notre point de vue à celui d'autres auteurs, peut-être mieux documentés, mais nous pensons qu'au minimum, ces contributions doivent bénéficier du même crédit que celui qu'ils revendiquent pour leurs textes.

#### 4. LES PRÉCÉDENTS SUPPOSÉS

Au fil des ans, différents auteurs ont abordé le sujet sous différents angles. Certains, tout en se référant à la version officielle, ont enrichi le récit de détails qui, parfois, ont été fournis par les sources possibles, mais que d'autres fois, ne mentionne même pas. Cependant, les plus frappantes sont les variantes qui, ignorant la corrélation des faits considérés comme avérés dans le jugement du conseil de guerre, créent un nouveau récit ou, plutôt, de nouveaux récits, car elles ne parviennent même pas à s'accorder sur une ligne commune.

Il est intéressant de noter, par exemple, les raisons qui ont justifié l'appel à manifester, dont nous connaîtrons ou lirons différentes versions. Pour Hinojosa Durán, la cause ultime qui a provoqué la vague de manifestations dans toute l'Estrémadure<sup>9</sup> réside dans les événements survenus quelques jours auparavant à Almendralejo, lorsque la Garde civile a agressé le maire de la localité, qui s'était proposé pour servir de médiateur dans un conflit agricole. Cependant, on peut également lire que la manifestation a été organisée « contre le gouverneur provincial et la Garde civile pour dénoncer leur collusion avec les propriétaires et les caciques qui ne respectaient pas la nouvelle législation » (Chaput, 2004 : 192). Quelle que soit la vérité, il est évident que le contexte des manifestations à Castilblanco, du moins selon ces critères, n'avait que peu ou rien à voir avec de prétendues revendications agricoles, ce qui nous amène à considérer comme plus fiables les citations de *Mundo Gráfico* et *Nuevo Mundo* reproduites dans les paragraphes précédents.

Pour en revenir à ce qu'a souligné Hinojosa Durán, il explique dans le documentaire que : « ... la Garde civile va frapper le maire lui-même... »<sup>10</sup>. Comme il ne fournit aucune référence claire, nous avons effectué une recherche afin d'obtenir plus

<sup>8</sup> *Nuevo Mundo*, du 8/01/1932.

<sup>9</sup> <https://www.canalextremadura.es/video/los-sucesos-de-castilblanco> (Durée : 20" à 48").

<sup>10</sup> Cette affirmation est présentée de manière catégorique, comme un fait qui ne nécessite ni explication ni preuve, la déclaration du maire lui-même étant considérée comme un dogme de foi. Comme nous le verrons dans la suite de cette section, les faits se sont déroulés de manière quelque peu différente de ce qui est exposé ici.

d'informations, ce qui nous a permis de trouver quelques articles dans la presse de l'époque. Ainsi, dans *El Socialista*, on peut lire :

« ... à son retour à Almendralejo, le maire, ainsi que d'autres personnalités du village, est arrêté et promené menotté dans toute la ville, avant d'être conduit comme un criminel à la prison de Badajoz »<sup>11</sup>.

L'article de Margarita Nelken a été repris par d'autres médias généralistes, mais avec des approches très diverses, allant de la simple mention de l'information à des commentaires défavorables<sup>12</sup>.

Pour l'instant, tout semble indiquer que nous sommes face au récit typique qui présente la Garde civile comme une force répressive, en particulier lorsque ses actions visent les classes opprimées et celles qui les représentent.

De son côté, le maire, Ignacio Pavón, a donné sa version particulière des événements concernant les attaques subies de la part de la Garde civile qui, toujours selon ses dires, avait même tenté de l'assassiner. Une enquête a été ouverte et il a été arrêté, ainsi que l'adjoint au maire, José Morán, et l'un des conseillers municipaux, Francisco Machado.

Dans sa lettre ouverte à Casares Quiroga, Nelken mentionnait également, à propos de l'exposition publique du maire menotté, que « le simple fait que l'ordre n'a pas été gravement perturbé témoigne du grand esprit civique qui règne parmi les travailleurs d'Almendralejo » ou que « grâce à l'esprit civique, véritablement exemplaire, des organisations ouvrières, il n'y a pas encore eu à déplorer ces événements tragiques à Almendralejo ». Comme on peut s'y attendre, la députée ne mentionnait pas les faits qui avaient précédé l'arrestation, motivée par des actes antérieurs commis par le maire, tels que les insultes proférées à l'encontre du corps.

Pour connaître ces faits, il faut remonter à la fin du mois de novembre, lorsque la récolte des olives devait commencer et que, les journaliers locaux s'étant mis en grève, des travailleurs d'autres régions d'Estrémadure ont été embauchés. Déterminés à empêcher cela, les habitants d'Almendralejo ont organisé des groupes qui, postés à la périphérie du village, attaquaient tous ceux qui tentaient de sortir pour effectuer les tâches qu'ils refusaient d'exécuter.

La Garde civile, en application de la réglementation en vigueur, a procédé à la dissolution des groupes qui, comme on peut facilement l'imaginer, ont affronté les couples avec tous les moyens à leur disposition. Cependant, au vu du scénario décrit par Nelken, basé sur le récit du maire lui-même, les informations que nous obtenons grâce à l'enquête

<sup>11</sup> Article de Margarita Nelken, députée à la Chambre des députés pour la province de Badajoz, dans *El Socialista* du 26/12/1931. Sous forme de lettre ouverte, il était adressé au ministre de l'Intérieur Casares Quiroga.

<sup>12</sup> Le titre de l'encart paru dans le *Heraldo Alavés* du 16/12/1931 est frappant : « Un maire socialiste qui terrifiait le peuple ».

menée sont frappantes et contredisent en grande partie l'idée que la Garde civile a agi gratuitement contre lui.

Comme nous l'avons vu, à la fin du mois de novembre, des mobilisations ont eu lieu pour empêcher d'autres travailleurs de récolter les olives. Certains médias, critiques à l'égard de l'attitude des journaliers locaux, ont titré leurs articles « CONTRE LA LIBERTÉ DE TRAVAIL »<sup>13</sup>. En réalité, en tentant de rétablir l'ordre public, la Garde civile a blessé une femme et arrêté plusieurs des personnes impliquées<sup>14</sup>. C'est alors que le maire, jouant le rôle de pacificateur, est intervenu pour obtenir la libération des détenus, ce que le lieutenant Moreno a accepté. Le maire n'a pas été très judicieux dans ses prévisions car, si l'argument utilisé pour demander la libération était que cela permettrait de calmer les ouvriers, le résultat a en fait été exactement le contraire. Encouragés par cette décision, les manifestants portèrent les détenus sur leurs épaules dans une sorte de tour d'honneur (ou plutôt, dans le village), comme s'ils avaient remporté une victoire glorieuse dans les arènes locales, triomphant face au cinquième taureau de la corrida ; et cela, après avoir à nouveau insulté et lapidé les gardes qui se trouvaient à l'extérieur de la caserne.

Au vu de ces informations, nous pouvons convenir qu'il n'y avait aucune animosité à l'égard du premier édile et que, en fait, ses propositions ont été prises en considération au point de libérer ceux qui, quelques heures auparavant, avaient agressé les hommes en uniforme. Les commentaires contraires à l'intervention de l'autorité municipale ont été nombreux :

*« Almendralejo, à la suite de l'accord conciliatoire du maire, a été à la merci des grévistes »*<sup>15</sup>.

Cependant, à partir de ce moment, et bien qu'il ait répondu aux attentes du maire au-delà de ce que l'on pouvait espérer, il semble que l'attitude de ce dernier ait présenté certains aspects négatifs. C'est ce que l'on peut déduire de la référence suivante dans la presse :

*« À la demande du maire, les paysans ont recommencé à plusieurs reprises à lancer des pierres et ont blessé un lieutenant et trois gardes »*<sup>16</sup>.

En effet, le lieutenant Miguel Moreno Menéndez, le sergent Millán, un caporal et un garde ont été blessés à des degrés divers. Étant donné que les manifestants ont, à plusieurs reprises, au minimum, lancé des pierres sur les gardes, nous devons considérer que, dans une large mesure, le fait de ne parler que de quatre blessés peut être considéré comme une bonne nouvelle.

Pour conclure cette partie, nous ne pouvons ignorer que la lettre de Margarita a donné lieu à des positions divergentes parmi la classe politique. D'une part, le président du Centre républicain d'Almendralejo a salué dans la presse le comportement de la Garde

<sup>13</sup> *El Noticiero Gaditano*, du 1/12/1931.

<sup>14</sup> *La Opinión*, du 2/12/1931.

<sup>15</sup> *Diario de la Marina*, du 2 décembre 1931.

<sup>16</sup> *La Voz de Menorca*, du 2 décembre 1931.

civile, qui, selon lui, avait agi avec une prudence excessive, se limitant à se défendre<sup>17</sup>. D'autre part, un député national s'est plaint au Congrès du traitement réservé par la Garde civile au maire et aux conseillers municipaux<sup>18</sup> ; ce qui est curieux dans ce cas, c'est que le député en question<sup>19</sup> était un collègue du ministre de l'Intérieur.

La plupart des médias, peut-être parce qu'ils étaient directement concernés, ont toutefois été unanimes pour refléter l'attitude affichée par le maire lors de la séance plénière du 16, lorsqu'il a proféré diverses insultes à l'encontre de la presse et de la Garde civile, l'accusant de l'avoir maltraité et d'avoir tenté de l'assassiner<sup>20</sup>.

D'autre part, même en reconnaissant qu'il n'est pas possible d'établir des comparaisons proportionnelles entre les raisons présumées qui sous-tendent les réactions attribuées à la population paysanne et à la Garde civile, il est frappant de constater que, dans le premier cas, il s'agit toujours de justifier, tandis que dans le second, seules des réprobations sont possibles.

Ainsi, comme exemple du premier cas selon la théorie de Hinojosa Durán, nous trouvons Rodríguez Serrano :

*« Le deuxième jour, à neuf heures du matin, près de 500 personnes étaient présentes, le village de Castilblanco a manifesté pacifiquement sa solidarité avec les autres paysans de la province de Badajoz, sans intention de commettre des délits »* (Rodríguez Serrano, 2015 : 159).

D'ailleurs, nous devrons tenir compte de cette citation lorsque nous soulignerons les contradictions concernant les conditions de vie des habitants de Castilblanco. Rodríguez Serrano ne relie pas la manifestation à la misère de ces derniers, mais la considère comme une marque de solidarité avec leurs compatriotes.

Nous ne pouvons citer que deux exemples de récriminations à l'encontre du corps, mais ils sont particulièrement préoccupants en raison de l'importance de l'auteur de l'un d'eux et de l'institution qui parraine le second.

Dans le premier cas, il s'agit d'un historien américain renommé, Gerald Blaney, qui est censé avoir une connaissance particulière de la Garde civile, puisque sa thèse de doctorat s'intitulait « The Civil Guard and the Spanish Second Republic, 1931- 1936 » (La Garde civile et la Seconde République espagnole, 1931-1936)<sup>21</sup> . Concernant les conséquences immédiates des événements de Castilblanco, il écrit :

<sup>17</sup> *Heraldo de Almería*, du 29/12/1931.

<sup>18</sup> *La Voz de Navarra*, du 19/12/1931.

<sup>19</sup> Daniel Vázquez Campo, de l'ORGA.

<sup>20</sup> *El Debate*, du 17/12/1931.

<sup>21</sup> Cependant, l'étude de ce document, réalisée par l'auteur de cet article, a permis de détecter de nombreuses erreurs importantes, comme par exemple attribuer des actions à des personnages qui, à ce moment-là, ne se trouvaient même pas à l'endroit supposé indiqué par Blaney.

« *La menace potentielle pour la République provenait des tensions apparues au sein même du régime. Ce n'est pas un hasard si les premiers signes de rébellion au sein de la Garde civile sont apparus après l'assassinat de quatre gardes civils à Castilblanco, le 31 décembre 1931. Cet événement a été considéré par de nombreux gardes civils comme orchestré par le PSOE, dont la participation au gouvernement républicain de gauche était perçue comme une menace par de nombreux cercles militaires et conservateurs* ». (Blaney, 2003 : 49-52).

Pour analyser le second, nous commencerons par faire référence à un livre, peut-être l'un des plus reconnus en rapport avec l'objet de notre étude, qui s'intitule simplement « *Castilblanco* ». L'original a été publié en 1933 par la maison d'édition Editorial España et signé par Jiménez de Asúa, Vidarte, Rodríguez Sastre et Trejo. En un peu moins de 300 pages, le texte rassemblait les interventions du procureur et des avocats tout au long des sessions du Conseil de guerre qui a jugé les accusés.

En 2011, il a été réédité par le professeur Sánchez Recio, qui l'a complété par une petite étude sur le sujet et y a ajouté quelques annotations, pour atteindre les 330 pages de l'édition actuelle.

Parmi ceux qui ont étudié les faits, Jiménez de Asúa est devenu une sorte de référence historique, en tant que détenteur d'une vérité supposée absolue. Cependant, afin que le lecteur dispose de toutes les informations nécessaires, nous devons préciser qu'il s'agit de l'avocat qui dirigeait l'équipe d'avocats d<sup>22</sup>, qui a défendu les accusés. Il est frappant de constater que cet ouvrage est devenu une source de vérité pour beaucoup, si l'on considère que, malgré toute l'objectivité que l'on peut accorder aux auteurs, leurs écrits ont été rédigés dans le but de mener à bien la défense, en niant la participation de leurs clients aux faits et, en tout état de cause, en justifiant le peu qui pouvait leur être reconnu. Le résumé de l'édition de 2011 indique :

« *La lecture de ces textes, malgré la rhétorique judiciaire, permet de dégager, outre la description des faits, un témoignage sur les conditions de vie dans les zones rurales d'Estrémadure dans les années 1920 et 1930, qui peut être étendu à l'ensemble du plateau et à l'Andalousie. Leur valeur historiographique est donc indéniable* ».

Nous pouvons en tirer quelques conclusions simples :

- En reconnaissant leur implication, ils ont agi ainsi contraints par les conditions dans lesquelles ils vivaient (nous avons déjà vu que d'autres sources s'opposent à ce critère).
- Il semble que les faits n'aient pu se dérouler que comme le rapportent les auteurs. À tel point que, selon l'auteur, « *la valeur historiographique est incontestablement* », ce qui semble quelque peu exagéré, car cela confère une valeur dogmatique à ses propres contributions qui ne peuvent en aucun cas être considérées comme définitives, dans la mesure où nous avons pu prendre connaissance d'opinions contraires dans ce même ouvrage.

---

<sup>22</sup> Luis Jiménez de Asúa, Juan Salmerón Vidarte, Antonio Rodríguez Sastre et Anselmo Trejo Gallardo

Mais c'est précisément ce résumé qui nous amène au deuxième exemple que nous voulions commenter concernant les références, presque toujours négatives, qui sont faites à l'action de la Garde civile. Ce résumé se retrouve dans de nombreuses promotions de vente du livre, comme par exemple sur certaines plateformes de vente en ligne et sur le site web de l'éditeur lui-même. Et cet éditeur, comme nous l'avons mentionné plus haut, correspond à une institution académique, plus précisément à l'université d'Alicante. Or, dans le texte qui illustre le contenu de l'ouvrage, on peut lire :

*« <<Castilblanco>> rassemble les textes du rapport du procureur militaire et les discours de la défense prononcés par quatre éminents avocats socialistes, menés par Luis Jiménez de Asúa, lors du conseil de guerre qui s'est tenu à Badajoz en juillet 1933 contre vingt-deux journaliers affiliés à l'UGT et à la Casa del Pueblo, accusés de la mort de quatre gardes civils de la localité, survenue le 31 décembre 1931, à la fin d'une manifestation pacifique que l'intervention excessive des forces de l'ordre, à l'instigation du maire du village qui était également responsable de l'un des grands propriétaires terriens de la commune, a transformée en un lynchage multiple après avoir causé la mort d'un manifestant et blessé un autre. ... ».*

Dans ce cas, ce qui attire notre attention, c'est l'affirmation selon laquelle « à la fin d'une manifestation pacifique, l'intervention excessive des forces de l'ordre ». À ce stade de l'étude, nous n'allons pas entrer dans le débat sur la vérité dogmatique que la promotion du livre prétend établir. Le lecteur jugera du contraste entre « manifestation pacifique » et « intervention excessive » de ces quatre gardes civils, encerclés par cinq cents habitants.

Peut-être que le résumé ne peut être rédigé autrement, si l'on s'en tient à ce que l'on peut lire dans le livre et que nous avons déjà reproduit plus haut, à propos de l'attitude des gardes civils de Castilblanco « méprisant le peuple, comme une racaille irrécupérable ». Il fait peut-être référence à la populace irrécupérable avec laquelle ces mêmes gardes fréquentaient et dont l'un d'entre eux allait bientôt se marier avec une jeune fille du village. D'ailleurs, la référence d'Asúa est sans doute tirée du discours d'Ortega y Gasset (Eduardo, frère aîné du philosophe) :

*« ... dans la plupart des villages, dans certains, il y a une garde civile qui, depuis quatorze ans, est habituée à obéir au cacique, qui a une mentalité déjà formée, en vertu de laquelle le peuple est une racaille méprisable »,<sup>23</sup> .*

## 5. AUTRES CONSIDÉRATIONS

Si, en règle générale, la connaissance des termes et leur utilisation revêtent généralement une grande importance, nous pouvons convenir que, dans le domaine de la « désinformation », leur importance est encore plus grande. Le dictionnaire de la RAE en donne deux définitions (*action et effet de désinformer* ; *manque d'information, ignorance*), dont nous retiendrons la première. Cela nous amène à rechercher dans le même glossaire la signification de « désinformer », où nous trouvons à nouveau deux acceptations (*donner des informations intentionnellement manipulées à des fins*

<sup>23</sup> Discours devant les Cortes Generales, le 5 janvier 1932 (DS n° 93, du 05/01/1932 : p. 2994).

*particulières ; donner des informations insuffisantes ou les omettre), toutes deux parfaitement valables pour comprendre notre propos.*

Dans les sections précédentes, nous avons utilisé des exemples que nous pourrions considérer comme relevant de la première acception : information intentionnellement manipulée. Nous consacrerons seulement quelques paragraphes supplémentaires à inclure deux exemples liés à la seconde : information insuffisante ou omission d'information.

Le premier exemple concerne les connotations de l'activité qui a motivé l'intervention de la Garde civile, à savoir la manifestation. Lors de l'enquête, on peut trouver indifféremment les termes « manifestation » et « grève », soit parce que l'auteur en question ignore la portée de l'un ou de l'autre, soit parce qu'il ne trouve pas la différence pertinente. Dans ce cas, nous nous référerons à cette deuxième possibilité, car la manifestation (qui avait lieu à Castilblanco ce jour-là) était liée à la grève générale qui avait été convoquée dans la province de Badajoz les 30 et 31 décembre.

La grève et, par conséquent, les manifestations qui y étaient liées, avaient été déclarées illégales par le gouverneur civil, Álvarez-Ugena<sup>24</sup>. Bien que l'on ait souvent recours à l'excuse récurrente selon laquelle cela constituait un abus de pouvoir, le mandataire s'était limité à appliquer l'article 1<sup>o</sup>.IX de la loi de défense de la République<sup>25</sup>, qui considérait comme une agression à l'égard de celle-ci, entre autres actions :

*« Les grèves non annoncées huit jours à l'avance, si aucun autre délai n'est fixé par la loi spéciale, celles déclarées pour des motifs sans rapport avec les conditions de travail et celles qui ne sont pas soumises à une procédure d'arbitrage ou de conciliation ».*

Se pose alors le problème de discerner parmi les diverses causes invoquées pour justifier la grève ; si l'on nous permet de reprendre l'exemple de la bataille de Qadesh, nous pouvons affirmer que le fait de l'affrontement est incontestable, mais nous avons des doutes quant à l'armée qui en est sortie victorieuse. Parmi les différentes options qui ont motivé la grève, on trouve la déception face à l'absence de progrès dans la révolution agraire, , jusqu'à, comme nous l'avons vu, une manifestation de mécontentement contre le mandat du gouverneur, en passant par la réponse aux événements d'Almendralejo déjà mentionnés.

Quelle que soit la véritable raison, il est certain qu'aucune ne correspondait à la loi et que, par conséquent, les actions revendicatives prévues pouvaient être légalement interdites. Il n'y a généralement aucune référence à cela dans les différentes chroniques. Il semble que nous puissions considérer qu'il s'agit d'une situation d'« information insuffisante ».

<sup>24</sup> Manuel Álvarez-Ugena y Sánchez-Tembleque. Il est intéressant de noter que les mobilisations de la FNNT (rappelons-le, la branche agricole de l'UGT) visaient à obtenir la destitution du gouverneur pour ses prétendues manœuvres de connivence avec le pouvoir des caciques. Álvarez-Ugena était précisément membre de l'UGT (<https://fpabloglesias.es/entrada-db/alfarez-ugena-y-sanchez-tembleque-manuel/>).

<sup>25</sup> L du 21 octobre 1931 (GM n° 295, du 22/10/1931)

Et, dans le second cas, c'est-à-dire celui où l'auteur de l'étude omet directement toute référence qu'il ne juge pas opportun de mentionner, nous pouvons commencer par nous référer à la genèse de la loi sur la défense de la République elle-même.

Dans les différents articles, mémoires, livres, etc., qui tentent de contextualiser les événements de Castilblanco, il est souvent fait référence à la situation dans laquelle se trouvait la paysannerie, dans l'attente de cette réforme agraire promise avec laquelle nous avons presque commencé ce travail. Ils soulignent même, comme nous venons de le voir, que l'attitude du gouverneur civil rappelait celle des temps antérieurs à la République. Cependant, il serait peut-être opportun de considérer que la première autorité provinciale avait été nommée par le ministre de l'Intérieur, Casares Quiroga, celui-là même qui avait signé la loi de défense de la République et qui, à son tour, avait été désigné à ce poste par celui qui l'avait sanctionnée : Manuel Azaña.

En ce qui concerne les événements de Castilblanco, Azaña s'est immiscé dans le débat<sup>26</sup> e qui s'était engagé entre les députés de presque tous les partis représentés à la Chambre, débat qui, par moments, est devenu assez houleux. Parmi cette longue déclaration, nous avons sélectionné quelques paragraphes qui peuvent être particulièrement significatifs, tant par l'éloge fait au corps de la Garde civile que par le rejet des accusations de servilité envers les caciques :

*« La Garde civile est traditionnellement fière d'être aveuglément obéissante au pouvoir constitué, et le gouvernement de la République n'a manqué aucune occasion de souligner que la Garde civile n'a jamais, pas même un instant, dérogé à sa tradition à cet égard. Que cela soit une fois de plus clairement établi. Et lorsqu'au sein d'une institution dédiée à des fonctions aussi graves, aussi dangereuses, aussi exposées, il arrive malheureusement qu'un excès, une infraction à la loi, un abus de pouvoir et d'autorité se produisent, la responsabilité, qui est l'autre pilier de l'Institut de la Garde civile, incombe personnellement à celui qui les commet, mais jamais à l'ensemble de l'Institut.*

[...]

*Et maintenant, permettez-moi d'exprimer mon étonnement, Messieurs les députés, car à la suite d'un événement, où personne ne peut affirmer qu'il y ait eu abus de la part de la Garde civile, le prestige même de l'Institution a été remis en cause, ou l'on a voulu le remettre en cause ; pas au Parlement, certes, mais en dehors d'ici.*

*N'importe qui dirait qu'à Castilblanco, c'est la Garde civile qui a outrepassé son devoir, et je ne cesse d'être étonné que, lorsque quatre malheureux gardes ont péri dans l'exercice de leurs fonctions, c'est précisément le prestige de l'Institut qui soit remis en question, comme si ces gardes avaient été, non pas les morts, mais les tueurs. (Applaudissements.) Cela n'en reste pas moins un peu paradoxal, Mesdames et Messieurs les députés, et cela me fait penser, me fait soupçonner qu'il y a peut-être là des passions tordues qui profitent de chaque occasion et de chaque prétexte pour créer une situation difficile, non seulement pour la Garde*

<sup>26</sup> Débat... (DS n° 93, du 05/01/1932).

*civile, mais aussi pour le gouvernement ; c'est-à-dire non seulement pour le gouvernement, mais aussi pour la République »<sup>27</sup>.*

Une lecture attentive de ce débat éclaire de nombreuses questions qui ont entouré ces événements, tellement nombreuses qu'elles ne peuvent tenir dans le cadre restreint de cet article. Toutefois, afin de clarifier ces commentaires, nous reproduisons quelques paragraphes de l'intervention du député M. Hidalgo<sup>28</sup> :

*« Lors de ces rassemblements et de ces réunions préparatoires à la grève, comme le but de la grève était de s'opposer à l'action et aux procédures de la Garde civile, afin de destituer le lieutenant-colonel et le gouverneur, les masses étaient franchement et clairement encouragées à s'opposer à la Garde civile, sans comprendre qu'il existe des masses inconscientes qui prennent le fait de s'opposer à la Garde civile dans le sens, en effet, de l'attaquer.*

[...]

*C'est pourquoi il est vraiment étrange que, dans toute la province, on n'ait pas mis fin à la grève, qu'on ne l'ait pas empêchée à titre préventif, car les discours étaient tels, on avait dit si clairement et précisément aux ouvriers, qui étaient plus nombreux que la Garde civile, que c'était une indication tacite qu'ils devaient s'opposer à elle »<sup>29</sup>.*

À notre avis, les déclarations du député Hidalgo sont particulièrement pertinentes. Tout d'abord, il convient de préciser qu'il avait obtenu son siège à Badajoz parce que, contrairement à d'autres politiciens qui ajustaient leur candidature dans la province où leurs prétentions pouvaient être le mieux satisfaites, il était originaire de Badajoz, plus précisément de Los Santos de Maimona. Ses déclarations étaient donc tout à fait fondées, car il connaissait bien ce qui se passait dans sa région. De plus, après les faits, il avait parcouru une partie de la province pour sonder l'opinion de ses compatriotes sur ce qui s'était passé.

Nous ajouterons encore une autre référence curieuse. Le ministre Casares lui-même, à propos de la relation supposée entre la Garde civile et le *caciquisme*, se demandait :

*« Mais, de plus, quel contact aurait-il pu y avoir alors que le chef de la Garde civile était là depuis sept mois et n'avait d'autre contact amical que le président de la Casa del Pueblo ? »<sup>30</sup>.*

Il est tout de même paradoxal que la seule personne avec laquelle il entretenait une certaine relation soit celle qui l'a maintenu pour qu'on lui porte le coup fatal.

<sup>27</sup> Débat... (DS n° 93, du 05/01/1932 : p. 3004).

<sup>28</sup> Diego Hidalgo Durán, député de Badajoz du Parti républicain radical.

<sup>29</sup> Débat... (DS n° 93, du 05/01/1932 : p. 2993).

<sup>30</sup> *Ibidem*.

Quoi qu'il en soit, si l'on accorde un certain crédit aux affirmations du député Hidalgo, on comprend peut-être mieux maintenant comment les faits ont pu se produire. Nous pensons que le moment est venu de clore notre enquête, non sans avoir inclus une dernière référence aux multiples interventions de M. Hidalgo dans ce débat :

*« Je me contenterai de répondre au ministre en disant que tous les antécédents de cette grève laissaient fatalement présager qu'elle allait dégénérer en événements sanglants. Il suffit de lire la collection des journaux quotidiens de Badajoz des jours précédent la grève pour être convaincu du grand danger que représentait sa déclaration »<sup>31</sup>.*

---

<sup>31</sup> Débat... (DS n° 93, du 05/01/1932 : p. 2993).

## 6. RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Agence (1er décembre 1931) : Contre la liberté du travail. *El Noticiero Gaditano*.
- Agence (2 décembre 1931) : La ville d'Almendralejo, dans la province de Badajoz, a été le théâtre d'événements sanglants hier. *Diario de la Marina*.
- Agence (2 décembre 1931) : Émeute à Almendralejo. Plusieurs blessés. *La Opinión*.
- Agence (2 décembre 1931) : Paysans en colère. *La Voz de Menorca*.
- Agence (16 décembre 1931) : Un maire socialiste qui terrorisait le village. *Heraldo Alavés*.
- Agence (17 décembre 1931) : Maire emprisonné. *El Debate*.
- Agence (19 décembre 1931) : Les Cortes Constituyentes. *La Voz de Navarra*.
- Agence (29 décembre 1931) : Déclarations de Nelken. *Heraldo de Almería*.
- Blaney, G. (2005) : L'historiographie de la Garde civile. Critique et propositions de recherche. *Politique et société*, vol. 42-n° 3.
- Chaput, M-C. (2019). « Castilblanco (Badajoz, 31 décembre 1931) », dans VVAA, *Centres et périphéries. Presse, imprimés et territoires dans le monde hispanique contemporain : hommage à Jacqueline Covo-Maurice*, PILAR (Presse, Imprimés, Lecture dans l'Aire Romane), Paris, pp. 191-205.
- Ferragut, J. (5 janvier 1932). Une tragédie barbare dans la « Sibérie d'Estrémadure ». *Mundo Gráfico*.
- Ferragut, J. (8 janvier 1932). Les événements de Castilblanco. *Nuevo Mundo*.
- Íñigo Fernández, L.E. (2010) : *Brève histoire de la Seconde République espagnole*. Nowtilus. Madrid.
- Jiménez de Asúa, L ; Salmerón Vidarte, J. ; Rodríguez Sastre, A. ; Trejo Gallardo, A. (2011) : *Castilblanco*. Université d'Alicante.
- Nelken, M. (26 décembre 1931). Lettre ouverte au ministre de l'Intérieur. *El Socialista*.
- Preston, P. (2020) : *La guerre civile espagnole*. Éditions Debolsillo. Madrid.
- Rodríguez Castaños, E. (1970) : Castilblanco, un drame sous la République. *REHGC*, n° 6. Madrid.
- Rodríguez Serrano, C. (2015). La tragédie de Castilblanco en 1931. *Revista de Estudios Extremeños*, n° 271. Badajoz.
- Santiago Hodsson, V. (1932) : Visite à Castilblanco. *RTGC*, n° 264. Madrid.

